

Arrêtons maintenant l'attaque contre l'Iraq !

Voici un **Déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale** du 16 septembre 2002. Cette déclaration, ainsi que les articles qui la suivent, ont été publiés (en Espagnol) dans *Correo Internacional* N° 96 de septembre 2002.

Le président des États Unis, George Bush, et l'impérialisme yankee préparent de façon accélérée une attaque militaire contre l'Iraq. L'objectif, cette fois, serait non seulement "de punir" le président irakien Saddam Hussein, mais aussi de renverser directement son gouvernement et son régime politique.

Après l'invasion de l'Afghanistan, cette attaque serait le second pas dans "la guerre infinie contre les peuples" que Bush et l'impérialisme yankee ont lancés avec comme excuse les attentats contre les Tours Jumelles de New York et le Pentagone du 11 septembre de l'année passée. Les victimes de cet attentat (et la défense de la vie des américains) sont un des principaux étendards qu'utilise le gouvernement yankee pour mener cette guerre, mais alors que l'on fête le premier anniversaire de cet événement, celui-ci n'a toujours pas été éclairci. Ce n'est un secret pour personne que les services secrets américains étaient au courant des préparatifs d'un acte et que tout cela n'a pu être mené à terme qu'avec l'approbation, sinon la complicité, du gouvernement américain. Bush et l'impérialisme yankee n'ont eu aucun scrupule à laisser mourir des milliers de travailleurs américains si cela leur servait à justifier leur politique de guerre partout dans le monde !

Pour attaquer l'Iraq, transformé maintenant en principal "axe du mal", le gouvernement de Bush présente une longue série de "raisons" : que Saddam Hussein dirige un régime dictatorial, qu'il opprime et réprime le peuple kurde, que dans le passé, il a envahi le Koweït... Le caractère d'excuse de ces supposées "raisons" est clair dès que nous les analysons un peu en profondeur. D'abord, les Yankees ont approuvé de nombreuses dictatures et ont impulsé des coups militaires sanglants partout dans le monde (dont la liste serait trop longue à rappeler) pour défendre leurs intérêts. Deuxièmement, les Kurdes ne sont pas seulement opprimés en Iraq : ils le sont aussi en Turquie, pays qui, toutefois, est un vieil allié des yankees dans l'OTAN. Finalement, les principaux partenaires des États Unis ont envahi et occupent aujourd'hui des territoires qui ne leur appartiennent pas. L'existence même de l'état d'Israël est une grande usurpation du territoire palestinien ; la Grande-Bretagne occupe l'Irlande du Nord et Gibraltar ; l'Espagne, Ceuta et Melilla... Et surtout, toute l'histoire moderne des États Unis est jalonnée d'invasions

sanglantes dans d'autres pays : Saint-Domingue, le Vietnam, la Grenade...

La LIT-QI dénonce Saddam Hussein comme étant un dictateur qui oppresse son peuple et le peuple kurde, mais ce sont ces peuples qui ont le droit de combattre Saddam Hussein, de le renverser et de décider de leur destin. Cette attaque américaine n'a rien à voir avec la défense des droits des Irakiens et des Kurdes. Au contraire, elle apportera davantage de décès, de misère et de souffrance pour ces peuples ainsi que pour les masses du Moyen-Orient et du monde entier.

C'est pourquoi, après avoir trop utilisé et donc affaibli cet argument, l'impérialisme yankee a inventé une nouvelle excuse "préventive" : l'Iraq est en condition de fabriquer des "armes de destruction massive", c'est-à-dire, des bombes atomiques et chimiques. Scott Ritter, un des inspecteurs de l'UNSCOM (organisme des Nations Unies) qui a séjourné en Iraq, a dit que ce pays n'est pas en condition de disposer de ces armes, mais au-delà de ce fait, il s'agit d'un cynisme complet de la part des États Unis : le seul pays qui a utilisé des bombes atomiques sur des populations sans défenses (à Hiroshima et Nagasaki en 1945) et qui a massivement employé des armes chimiques au Vietnam, ce pays se donne le droit de contrôler qui peut fabriquer ces engins (ou pas) et d'envahir un pays pour l'en empêcher.



Les véritables raisons

C'est pourquoi il faut chercher ailleurs les véritables raisons de cette attaque. D'abord, Bush a besoin de maintenir vivante la "guerre infinie" en tant que politique pour mettre en échec les luttes des travailleurs et des peuples du monde entier. Après un premier triomphe en Afghanistan, cette guerre s'est embourbée au Moyen-Orient, où Sharon et Israël n'arrivent pas à mettre en échec la résistance du peuple palestinien, incapacité qui les plonge dans une situation de crise profonde. Cette guerre a aussi échoué au Venezuela, quand le peuple de ce pays a mis en échec le coup militaire contre le gouvernement de Chávez. Et apparaissent de nouveaux incendies, comme le processus révolutionnaire que vit l'Argentine et qui commence à s'étendre au reste de l'Amérique Latine.

Deuxièmement, ce sera une agression militaire avec un "parfum à pétrole". L'Iraq possède une des plus

importantes réserves pétrolières du monde et le pays canalise actuellement sa production en dehors des grandes compagnies américaines. Il commence alors à être un important fournisseur parallèle, même pour les puissances européennes qui jusqu'à présent achètent presque tout le pétrole qu'ils consomment aux entreprises yankees. Ces compagnies yankees (très liées au gouvernement de Bush) veulent éliminer cette concurrence et s'assurer le contrôle absolu du marché mondial.

En troisième lieu, la situation interne des États Unis connaît des changements. Depuis les scandales d'Enron et de WorldCom (qui ont fortement soutenu la campagne de Bush), le début d'une situation économique récessive et l'augmentation du chômage, l'état d'esprit du peuple américain témoigne chaque jour de plus d'irritabilité et mécontentement. La popularité du gouvernement dégringole et une vague de luttes ouvrières se profile à l'horizon. La politique internationale du gouvernement est aussi de plus en plus remise en cause : en avril plus de 100.000 personnes sont allées à Washington pour s'opposer, entre autres, au soutien envers l'Israélien Sharon et à son agression contre les Palestiniens. Bush a donc besoin de cette guerre pour essayer de changer l'axe de la situation interne, de récupérer le soutien de la population et d'anticiper cette possible vague de luttes.

Les complices

Bush n'a pas réussi jusqu'à présent à former une coalition internationale comme celle qui a soutenu Bush père (lors de son attaque contre l'Iraq en 1991) et plus tard Clinton, ou celle qui s'est formée l'année passée pour envahir l'Afghanistan.

Il a reçu le soutien de ses alliés inconditionnels (Israël, le Premier ministre britannique Tony Blair, le Chef d'état espagnol José Maria Aznar) et de certains gouvernements fantoches, comme celui d'Eduardo Duhalde, mais il n'a pas réussi à ce que l'ONU vote une résolution approuvant l'attaque. Les autres puissances européennes ont émis beaucoup de réserves (réserves qui, eux aussi, ont un "parfum à pétrole") et quelques alliés traditionnels au Moyen-Orient se montrent également retissants, comme la monarchie réactionnaire d'Arabie Saoudite, qui craint que l'invasion ne produise une vague de réactions dans toute la zone et que le remède ne soit pire que la maladie.

Entre-temps, ne nous trompons pas sur ce manque de soutien. Après l'arrogant discours de Bush à l'ONU, les

autres gouvernements commencent déjà à se dire que...si l'ONU vote et que Saddam n'accomplit pas...

En outre, le vice-président des États Unis, Dick Cheney, a affirmé que son pays se propose l'invasion quel que soit le contexte. Dans ce cas, l'ONU, les gouvernements européens et les gouvernements arabes réactionnaires seront sûrement ses complices, comme ils l'ont été dans le passé.

Organisons maintenant une grande mobilisation internationale

Pour empêcher cette nouvelle agression d'une petite nation par l'impérialisme yankee, il est nécessaire d'organiser dès maintenant un grand processus de mobilisation qui se répercute dans le monde entier. La LIT-QI appelle tous les partis et organisations qui se revendiquent de gauche, démocratiques, défenseurs des droits de l'homme ou anti-impérialistes à lancer immédiatement cette campagne.

Le mouvement contre la guerre a déjà commencé à l'intérieur même des États Unis. La coalition ANSWER (abréviation en anglais d'*agir maintenant pour arrêter la guerre et mettre fin au racisme*) - composée de plusieurs organisations opposées à la guerre et de défense des droits civils - appelle à une mobilisation internationale massive le samedi 26 octobre en opposition à une nouvelle guerre contre le peuple de l'Iraq. À part la date, qui requiert assurément plus d'urgence, cette initiative a une grande signification puisque c'est la première fois qu'une agression militaire yankee rencontre une opposition dans son propre pays avant même d'avoir lieu. Le rejet de la guerre du Vietnam a mis plusieurs années à se manifester et il n'y a presque pas eu de manifestations d'oppositions à l'invasion de l'Afghanistan.

Depuis lors, les choses ont changé. Il est aujourd'hui possible de se fixer comme objectif la défaite de l'offensive militaire de Bush parce qu'à la lutte des travailleurs et des peuples du monde, vient s'ajouter la lutte et le rejet des travailleurs et du peuple des États Unis. Ce fut précisément cette combinaison qui provoqua la défaite militaire de l'impérialisme yankee au Vietnam, en 1975.

La première chose concrète à faire aujourd'hui, c'est de nous mobiliser ensemble pour empêcher l'invasion de l'Iraq et, au cas où celle-ci se produit, d'entourer de solidarité et de soutenir de manière effective le peuple irakien.

Ce parfum à pétrole

Ricardo Ayala, de Barcelone

Alors qu'il lui est impossible d'installer sa nouvelle guerre pétrolière dans le cadre de la légalité bourgeoise, après "la guerre juste contre le terrorisme" en Afghanistan et la tentative de putsch au Venezuela pour instaurer la "démocratie", Bush entamera maintenant sa

"guerre préventive" contre l'Iraq. La population américaine doit accepter la nouvelle entreprise militaire impérialiste contre Saddam sur la base de la plus récente figure juridique de la "légalité" bourgeoise internationale : *Au cas où Saddam...*

L'hypocrisie impérialiste ne connaît pas de limites et elle est obligée d'enfreindre ses propres règles, qui ont été respectées rigoureusement par l'Iraq à coups "d'inspections". Comme l'exprimait l'ancien chef de la commission de l'ONU pour le désarmement de l'Iraq, Scott Riffer : *"il est impossible que l'Iraq ait pu développer des armes chimiques, bactériologiques ou atomiques"*.

Mis à part l'excuse de mettre en échec le terrorisme, couplé à l'impossibilité d'utiliser l'excuse des droits de l'homme, qui est brevetée par les impérialismes européens, le parfum à pétrole se filtre dans la discussion hypocrite à propos des raisons de cette nouvelle guerre coloniale. Malgré le blocus auquel l'Iraq est soumis, son pétrole a trouvé la voie du commerce mondial aux dépens des groupes pétroliers américains, et si quelque part il y a une idée fixe dans les plans de l'impérialisme américain,

c'est bien le contrôle absolu du marché mondial du pétrole. Après s'être assuré les gisements de l'Asie centrale grâce à l'occupation de l'Afghanistan, il essaie maintenant de mettre la main sur l'Iraq et l'Iran. Voilà le caractère "préventif" de la nouvelle boucherie entreprise par l'impérialisme, maintenir le contrôle du marché avant que l'Iraq et l'Iran ne déversent des millions de barils de pétrole entre les mains d'autres entreprises, en diminuant ainsi les profits des compagnies de Bush, Cheney et Rumsfeld.

La crise de l'embargo

Il est difficile de trouver dans l'histoire contemporaine un pays qui soit tellement puni par l'impérialisme comme l'Iraq. Quand l'ancien coordinateur du programme de l'ONU *Pétrole Contre Nourriture*, Denis Halliday, a renoncé à son mandat en 1998, en dénonçant la politique des USA envers l'Iraq comme étant un génocide, il n'exagérait pas : en 1991, durant 42 jours de bombardements, avec 110.000 attaques aériennes, 88.500 tonnes de bombes ont été lancées, l'équivalent de sept fois et demi la puissance de la bombe lâchée sur Hiroshima. Durant ces 42 jours, entre 150.000 et 200.000 personnes ont été assassinées. Après la destruction complète de toute l'infrastructure du pays, un blocus commercial a été décrété qui a coûté la vie de 1.200.000 d'irakiens. L'UNICEF a informé qu'entre 4000 et 6000 enfants mouraient *chaque mois* en raison du blocus sur les médicaments, par malnutrition ou par maladies normalement curables.

Selon la résolution 687 de l'ONU, la réalisation des inspections d'armes mettrait un terme aux sanctions. Après avoir accompli cette inspection en Iraq, de nouveaux critères et de nouvelles exigences ont été créés par les États Unis. A tel point que, dans un "acte manqué", Clinton affirmait que *"les sanctions seront encore en vigueur pour toute l'éternité ou aussi longtemps que dure Saddam"*. En ce temps-là l'inspecteur d'armes Scott Ritter lançait que *"l'équipe de Clinton était disposée à maintenir les sanctions malgré le fait que l'Iraq obtempère..."*

Le gouvernement de Bush, qui ne peut pas être accusé de ne pas veiller aux intérêts des groupes pétroliers, trouve un nouveau schéma, qui est décrit de la manière suivante par la revue Foreign Affairs (nov.-dic./2001) : *"L'initiative a engendré son contraire... . Le pouvoir gagné grâce à Tempête du Désert n'a pas été de longue*

Le Butin de Guerre

"L'industrie pétrolière internationale voit l'Iraq comme une des meilleures primes offertes de nos jours". De la lutte pour le butin de guerre de l'Iraq dépend la "vie" de plusieurs compagnies, sur un marché où bien peu d'entreprises contrôlent le marché mondial. L'Agence Internationale d'Énergie (AIE) prévoit que la demande de brut croîtra à une moyenne de 1,9% annuel. Cela veut dire que le monde sera encore plus dépendant du pétrole du Moyen Orient, qui détient 66% des réserves mondiales. Jusqu'à 2010, la production du Golfe devra être doublée, ce qui exige quelque 300 millions de dollars d'investissements. La dépendance des États Unis du pétrole du Golfe augmentera de 44,6% actuel jusqu'à 58% en 2010. L'Iraq possède la seconde réserve mondiale en importance, évaluée entre 112 et 250 millions de barils, quoique seulement 15 des 70 domaines découverts soient en exploitation.

durée. Tôt ou tard, l'Iraq et l'Iran, avec leur grand poids démographique et économique, se seraient imposés à nouveau. La région est plongée encore plus dans la pauvreté ; le prix du pétrole a baissé et la guerre a été très coûteuse pour les pays producteurs de pétrole qui l'ont financé."(...)" Les pays voisins ont commencé à violer les sanctions. Le commerce de l'Iraq avec la Jordanie, la Turquie, la Syrie et l'Égypte a crû, et a stimulé ces économies. Ainsi la Russie, la France et la Chine ont repris le commerce avec l'Iraq, qui leur a accordé des contrats d'importation évalués à 6 milliards de dollars. L'Iraq a négocié un accord avec la Russie pour un projet de développement sur 23 années du domaine pétrolier de Qurna, dans l'Ouest du pays, d'une valeur potentielle de 20 milliards de dollars.

L'année passée, la valeur des produits exportés par l'Allemagne vers l'Iraq a quadruplé, pour atteindre 600 millions d'euros." Le New York Times a bien formulé le problème : *"Après avoir passé des années comme un paria économique, l'Iraq a de nouveau des amis dans les capitales de beaucoup de pays"*.

La nouvelle agression militaire envers l'Iraq obéit donc à un critère : le pétrole irakien retournera seulement sur le marché mondial par la voie des compagnies yankees, point à la ligne ! Quand Cheney déclare que *"les États Unis et seulement les États Unis mèneront cette campagne à la victoire"*, il ne s'agit pas d'une plainte due à un manque de compréhension de l'impérialisme européen, mais de l'expression d'une politique. Dans la

situation actuelle, les "bombes intelligentes" tomberont sur les investissements français et russes. Les dissentiments entre l'impérialisme européen et l'américain résident dans le fait que presque la totalité du pétrole consommé par l'Europe est fournie par des compagnies américaines, fait qui s'est accentué après l'occupation yankee en Asie Centrale. L'option de Saddam de traiter avec des entreprises européennes, russes et chinoises, modifierait à moyen terme la position des États Unis comme principal fournisseur du marché mondial.

Derrière la possibilité d'un accord se cache la menace d'attaquer l'Iraq ! C'est le jeu "des bons et des mauvais policiers" que fait le gouvernement Bush, laissant à Colin Powell comme une "carte dans sa manche". Même si un accord n'est pas trouvé, et malgré les dissentiments inter-impérialistes, Bush est disposé à attaquer l'Iraq et la seule

chose qui peut l'arrêter est une grande mobilisation de masses. La presse yankee déclarait que "*depuis la guerre du golfe en 1991, on n'avait plus vu un transfert de cette ampleur de commandants de haut rang vers le Moyen-Orient*".

Cependant, il n'est pas écrit que la guerre est inexorable. Bush aura besoin de la "légitimer" devant le peuple américain. Des voix s'élèvent déjà contre la guerre, comme celle de l'ancien procureur général des États Unis, Ramsey Clark, qui dans une lettre adressée aux pays membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, affirme "*qu'il n'y a pas de base légale ni de justification morale pour attaquer l'Iraq*". Entre-temps, au-delà des dissentiments entre les impérialismes, il faut une grande mobilisation dans le monde entier pour arrêter l'exploit meurtrier de l'impérialisme.

Les États Unis : Ce n'est plus comme avant

Alejandro Iturbe, de Buenos Aires.

Le président des États Unis, George Bush (fils), essaye de réunir une base minimale de soutien interne et externe pour pouvoir lancer son attaque contre l'Iraq, le plus vite possible. La hâte est due au fait que le soutien à Bush dans la population américaine descend à toute allure : en octobre de l'année passée, 89% de la population approuvait sa gestion tandis qu'en août ce chiffre est tombé à 65% et dans quelques états, comme l'Illinois (où se trouve la ville de Chicago) il est à peine 43%.

Le soutien à une possible action militaire contre l'Iraq diminue aussi de façon prononcée. Selon une enquête de la chaîne médiatique ABC, 78% de la population était d'accord en octobre de l'année passée, tandis qu'actuellement ce chiffre est tombé à 56%, et seulement 39% maintient son soutien si les alliés européens des États Unis n'approuvent pas l'attaque.

L'origine de la diminution de la popularité de Bush (et en fait aussi du soutien à une attaque contre l'Iraq) se trouve principalement dans la situation interne des États Unis. D'abord, les scandales produits par les escroqueries comptables effectuées par de grandes entreprises comme Enron et WorldCom. Deuxièmement, le début d'une récession dans l'économie et de l'augmentation du chômage.

Tom Lewis, de l'International Socialist Organisation, nous informe : "*Les scandales récents des grandes entreprises ont nettement changé le climat politique ici. Le processus de polarisation de classes réapparaît. Bien que la quantité de grèves et de manifestations soit encore réduite, environ 50% des travailleurs actuellement non affiliés à un syndicat disent vouloir être affilié.*" Selon la tradition aux États Unis, cette intention d'affiliation à un syndicat annonce une future vague de luttes ouvrières.

Bush est donc pressé, car outre le risque de devoir faire face simultanément à ces luttes, tout retard diminuera le soutien à l'attaque et renforcera l'opposition contre celui-ci. Il devra donc faire face un mouvement contre la guerre déjà en marche.

De fait, ce mouvement a déjà commencé. Plusieurs organisations opposées à la guerre et de défense des droits civils proposent d'effectuer ensemble une mobilisation internationale massive en opposition à une nouvelle guerre contre le peuple de l'Iraq, pour le samedi 26 octobre. La coalition ANSWER (le sigle en Anglais d'*Agir maintenant pour arrêter la guerre et le racisme*) fait un appel aux activistes des universités et des villes des États Unis et du monde pour que ce jour ils organisent des piquets, des concentrations et d'autres activités. L'appel, intitulé *Arrêter la prochaine guerre contre l'Iraq avant qu'elle ne commence*, proclame : "*Nous, le peuple des États Unis et tous les peuples du monde, avons l'obligation d'arrêter la campagne démentielle du gouvernement de Bush destinée à entreprendre une nouvelle agression militaire et totale contre l'Iraq. Le gouvernement de Bush n'a pas le droit d'entreprendre la guerre contre un pays qui ne représente aucune menace pour les États Unis. Baffouant le Droit International, Bush, Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz et les autres membres du gouvernement ont l'intention d'envoyer des milliers de jeunes soldats américains à mourir et à tuer dans une guerre qui se fait pour le pétrole.*

De l'argent pour l'emploi, le logement, la santé et l'éducation, et non pour la guerre !

Défendre les droits civils !

Dites non au racisme et aux préjugés de race !"

Autrement dit, de mauvaises nouvelles pour Bush.